COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

Y A-T-IL OU PEUT-IL Y AVOIR UN SENTIMENT NATIONAL AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE :

Mémoire de géopolitique

du LCL GOUZIEN Laurent

dans le cadre de l'étude dirigée "Nation et nationalisme"

Directeur : M. Pierre SERVENT

Ancien journaliste du monde

Directeur de la communication de Vivendi Water

MARS 2001

FICHE DOCUMENTAIRE

Y a-t-il, ou peut-il y avoir un sentiment national au sein de l'Union européenne ?

2 LCL GOUZIEN Laurent, France

3 04 avril 2001

4 Division C, Groupe 1

5 Version initiale

6 La construction européenne est à tournant majeur de son existence. Après s'être constituée sur des bases essentiellement économiques, elle doit maintenant se prononcer sur son avenir politique. Les pays membres sont divisés et aucune direction claire ne se fait jour car ils craignent les réactions de leurs populations. Pourtant, au travers de l'histoire et des sondages d'opinion de l'UE, il apparaît qu'il existe des possibilités d'affirmation d'un sentiment national européen. Il manque simplement la volonté politique pour qu'un noyau dur d'état puisse amorcer le phénomène, à l'image de ce qui s'était produit il y a près de 40 ans pour le lancement de l'UE. Il y a pourtant urgence, car en raison d'une part de la mondialisation et d'autre part de l'élargissement, il y a de nombreuses forces à l'œuvre qui peuvent remettre en cause la position de l'UE et de ses pays membres sur la scène internationale, voire porter atteinte à son existence même.

7 Mots clés : UE, Union européenne, nation européenne, nation

Y a-t-il ou peut-il y avoir un sentiment national européen au sein de l'Union européenne

Sommaire

PREMIERE PARTIE

Définitions et rappels historiques

Définitions des découpages administratifs

Définitions des découpages humains

Rappels des principales périodes communautaires de l'Union européenne

DEUXIEME PARTIE

Y a –t-il un sentiment national ?

Analyse et commentaires des sondages Eurobaromètres

Conclusion partielle

TROISIEME PARTIE

Peut-il y avoir un sentiment national ?

Les ferments et les freins

Les défis de l'avenir

Les dangers

Table des matières

SOMMAIRE 3

TABLE DES MATIERES 4

1 INTRODUCTION 6

2 DEFINITIONS 7

2.1 DEFINITION DES TERMES A CONOTATIONS ADMINISTRATIVES 7

2.1.1 L'Etat 7

2.1.2 Le pays 8

2.1.3 La patrie 8

2.2 DEFINITION DES TERMES RELATIFS AUX ASPECTS HUMAINS 8

2.2.1 La race 8

2.2.2 La culture 9

2.2.3 La tribu 10

2.2.4 L'ethnie 10

2.2.5 Le peuple 11

2.3 LA NATION ET LE NATIONALISME 12

2.3.1 La nation 12

2.3.2 Le nationalisme 15

2.3.3 Conclusion partielle : la nation contre le nationalisme 16

3 RAPPELS HISTORIQUES DES PERIODES UNITAIRES DE L'EUROPE. 16

3.1 LES ORIGINES 17

3.1.1 Sémantiques 17

3.1.2 Anthropologiques : du nomadisme à la territorialité 19

3.2 L'EMPIRE ROMAIN ET SA CHUTE 19

3.3 L'EMPIRE DE CHARLEMAGNE 22

3.4 LA CHRETIENTE 25

3.5 LE SIECLE DES LUMIERES 28

3.6 LA REVOLUTION FRANÇAISE : LA NAISSANCE DU NATIONALISME 29

3.7 CONCLUSION PARTIELLE 30

4 Y A-T-IL UN SENTIMENT NATIONAL EUROPEEN ? 31

4.1 LES SONDAGES EUROBAROMETRES 31

4.2 ANALYSE ET COMMENTAIRES DES DONNEES 32

4.2.1 Opinions sur l'appartenance l'UE 32

4.2.2 Opinions sur les institutions et le fonctionnement de l'UE 33
4.2.3 Opinions sur les aspects nationaux et communautaires 33
4.2.4 Opinions sur l'avenir 34
4.3 CONCLUSION PARTIELLE 35
5 PEUT-IL Y AVOIR UN SENTIMENT NATIONAL EUROPEEN ? 36
5.1 LES FERMENTS 36
5.2 LES FREINS 37
5.3 LES DEFIS 39
5.4 LES DANGERS. 44
6 CONCLUSION 47
BIBLIOGRAPHIE 50
ANNEXE 52

1 INTRODUCTION

L'Union européenne est une aventure unique née de la volonté de quelques hommes visionnaires, au sortir de la guerre la plus meurtrière que le monde a connu. Leur constat était simple, pour ne plus se battre il fallait être liés. Il faut saluer le courage politique de ces hommes qui ont accepté d'affronter leurs concitoyens dont les souvenirs antagonistes étaient encore vivaces. Il est difficile aujourd'hui de se replacer dans le contexte de l'époque pour comprendre combien il a du être difficile de justifier une association avec l'ennemi d'hier.
Pourtant, petit à petit cette association s'est affinée puis affirmée. D'une motivation pacifiste elle a évolué vers des motivations économiques afin d'engendrer une prospérité supérieure. Sous l'impulsion de ce qu'on appelle « le moteur franco-allemand », une politique agricole commune puis une véritable union monétaire, ainsi que de véritables institutions politiques ont vu le jour. Toutefois, la majeure partie de ces évolutions s'est faite au plus haut niveau, par la volonté des dirigeants en place. Il a fallu le traité de Maastricht pour qu'un débat populaire commence à s'instaurer et que les populations aient leur mot à dire dans cette construction.
Depuis dix ans maintenant, l'Europe est au cœur de l'actualité et chaque pas donne lieu à d'âpres débats car cette construction enlève petit à petit de nombreuses prérogatives aux Etats-nations autrefois tout puissants.
L'Europe économique est un succès, mais alors le processus économique arrive à son terme, se pose la question de l'avenir. Faut-il regarder vers l'horizon politique ou non ?
Faire l'Union économique et monétaire sans véritablement demander l'avis des peuples était possible, faire une union politique, quelle que soit sa forme, ne peut se faire contre la volonté des citoyens.
La question qui se pose est de savoir si les peuples d'Europe ont ou non un tel désir d'union reposant sur un sentiment national commun, ce qui revient à dire si une nation européenne existe ou peut exister. Cela suppose en préalable de définir ce terme mystérieux, employé un peu à tort et à travers. Ensuite seulement il sera possible d'examiner s'il existe au sein des populations d'Europe quelque chose qui ressemblerait à la définition que nous aurons donnée, en particulier à la lumière de l'histoire qui est facteur important des constructions nationales.

2 Définitions.

Il existe un grand nombre de mots et de notions qui définissent les regroupements humains. Pour parler de la nation, il est donc nécessaire de situer ce mot et le concept qu'il recouvre par rapport aux autres. D'une manière un peu arbitraire, on peut décomposer ces différents termes en deux catégories :

- les mots qui sont à connotation administrative ;
- et ceux relatifs aux populations et à leur nature.

Nous nous attacherons à mettre en lumière ce qui distinguent ces notions les unes des autres et en particulier comment elles se situent par rapport à la nation.

2.1 Définition des termes à conotations administratives

2.1.1 L'Etat

Les définitions de l'État sont innombrables. Cette multiplicité tient à la diversité des points de vue. Le géographe identifie l'Etat à un territoire, le sociologue le confond avec le fait de la différenciation entre gouvernants et gouvernés, l'historien y voit une manière d'être de la nation, le juriste l'assimile à un système de normes, le philosophe le tient pour « la substance éthique consciente d'elle-même »[1], l'économiste, selon l'école dont il se réclame, le considère comme l'autorité planificatrice suprême ou, comme une fiction au travers de laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde.

Le dictionnaire nous affirme, qu'il s'agit d'un « groupement de populations sur un même territoire et sous une même autorité, qui peut être considéré comme une entité morale [2]» et Eric Hobsbawn comme un "territoire (de préférence continu et non morcelé) dont tous les habitants sont soumis à la même tutelle, et qui est séparé par des frontières ou limites clairement marquées d'autres territoires comparables".[3]

Pour ce qui nous concerne, nous retiendrons la formule de R. Carré de Malberg[4] pour qui l'État « est une communauté d'hommes, fixée sur un territoire propre et possédant une

[1] Hegel Friedrich : philosophe allemand (1770-1831)

[2] Encyclopédie Universalis

[3] Hobsbawm Eric, Nations et nationalismes depuis 1780

[4] Contribution à la théorie générale de l'Etat, 1921

organisation d'où résulte pour le groupe envisagé dans des rapports avec ses membres une puissance suprême d'action, de commandement et de coercition ».
La différence essentielle avec la nation tient dans l'aspect organisationnel de l'Etat.

2.1.2 Le pays

Le Larousse le définit comme « le territoire d'une nation », ce qui paraît excessif tant il est d'exemples de pays, tel l'Allemagne, ne recouvrant pas la totalité de leur nation.
Ceci provient probablement du fait, qu'au sens commun, le pays correspond à une aire géographique donnée, dotée d'institutions représentatives au niveau international.
On voit donc assez bien ce qui distingue le pays de la nation, le premier ayant uniquement une dimension géographique alors que le second se situe plutôt sur un plan sociologique.

2.1.3 La patrie

Au sens étymologique, ce mot signifie le « pays du père ».
Dans ce cas nous nous en tiendrons à l'acception du Larousse : « communauté politique d'individus vivant sur le même sol et liés par un sentiment d'appartenance à une même collectivité ; pays habité par une telle communauté. »
La nuance avec la nation est ici plus subtile, celle-ci mettant au premier rang les valeurs politiques et sociales, ce qui n'est pas obligatoirement le cas des diverses expressions du patriotisme

2.2 Définition des termes relatifs aux aspects humains

2.2.1 La race

Une notion fondamentale, quand on parle de regroupement humain, est celle de race, au nom de laquelle tant de massacres ont été commis. Diverses définitions existent mais elles se peuvent se résumer à « une subdivision de l'espèce humaine fondée sur des caractéristiques physiques ». Au cours de l'histoire, on a principalement distingué trois races : les Blancs (ou leucodermes), les Noirs (ou mélanodermes) et les Jaunes (ou xanthodermes).
De nos jours, le langage commun, fait souvent la confusion entre races, ethnies, peuples et nationalités. De fait, par les excès que cette notion a généré, notamment pendant la deuxième guerre mondiale, ce terme est galvaudé et possède une connotation péjorative qui condamne

son emploi, d'autant plus que les progrès de la génétique conduisent à rejeter toute tentative de classification raciale.
Cette définition reposant uniquement sur des caractéristiques physiques, la distinction avec la nation est assez claire.

2.2.2 La culture

Pour distinguer des groupes humains entre eux, il est bien souvent fait appel à la notion de culture qu'il est important de bien définir en raison de la conception ethnoculturelle de la nation en Allemagne.
Ainsi, Thomas Mann[1] déclarait-il en 1914 : « La culture n'est assurément pas l'opposé de la barbarie. Bien souvent, elle n'est au contraire qu'une sauvagerie d'un grand style[…]. La culture est fermeture, style, forme, attitude, goût, elle est une certaine organisation du monde, et peu importe que tout cela puisse être aventureux, bouffon, sauvage, sanglant et terrifiant. La culture peut inclure des oracles, la magie, la pédérastie, des sacrifices humains, des cultes orgiastiques, l'inquisition, des autodafés, des danses rituelles, de la sorcellerie, et toute espèce de cruauté. La civilisation, de son côté, est raison, lumières, douceur, décence, scepticisme, détente, esprit. ».
Burckhardt[2], de son coté, désignait par « Kultur » l'ensemble des « activités spontanées de l'esprit », auxquelles il opposait les « organisations stables » de l'État et de la religion destinées à fixer et à maintenir les normes des relations sociales.
Il apparaît ainsi clairement différentes définitions de cette notion de culture, d'autant plus qu'elle ne recouvre pas exactement les mêmes choses d'une langue à l'autre.
Le dictionnaire définit ce terme comme « l'ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses, intellectuelles qui définissent un groupe, une société par rapport à une autre »[3]
Au sens commun, nous retiendrons la définition de Guy Hermet comme l'ensemble formé par "les connaissances, les croyances, l'art, la morale, les coutumes et toutes les aptitudes que l'homme acquiert comme membre d'une société".[4]

---

[1] Ecrivain allemand (1875-1955)

[2] Historien suisse (1818-1897), spécialiste de l'histoire de la culture

[3] Dictionnaire Larousse

[4] Hermet Guy, Histoire des nations et du nationalisme en Europe

Il est clair que la nuance avec la nation n'est pas évidente, ce qui explique l'affrontement quasi théologique qui existe sur ce sujet. A la lumière de la tentative de définition de la nation que nous examinerons plus tard, nous pouvons cependant constater que la culture est plus tournée vers le passé et vers les caractéristiques internes du groupe, alors que la nation se définie plus vis à vis de l'extérieur et surtout par rapport à l'avenir.

2.2.3 La tribu

Au sein des termes qui définissent les regroupements humains autres que la famille ou le clan, la tribu semble être celui qui définit le groupe le plus restreint. Selon le dictionnaire Larousse, il s'agit du « regroupement de familles de même origine, vivant dans la même région ou se déplaçant ensemble, et ayant une même organisation politique, les mêmes croyances religieuses et, le plus souvent, une même langue » et selon l'encyclopédie Universalis, il s'agit d'un « groupe social, culturel et politique à l'intérieur d'une ethnie dans les sociétés primitives ».
La différence essentielle avec la nation réside dans la dimension du groupe humain en question.

2.2.4 L'ethnie

Ce terme mérite que l'on s'y attarde tant il est proche de celui de nation puisqu'il existe des conceptions ethnoculturelles de la nation.
Le dictionnaire nous dit que l'ethnie est «un ensemble d'individus unis dans une communauté de langage et de culture et dont les structures économiques et sociales sont proches »[1].
L'origine de cette notion est une fois de plus hellénique. Pour les Grecs les sociétés qui relevaient de leur culture mais auxquelles « manquait » l'organisation en cités-États étaient des « ethnè » par opposition à la polis (cité).
Vacher de Lapouge fut le premier à introduire la notion d'ethnie dans la langue française[2]. Il théorisa la différence qui existe entre race et ethnie. La seconde étant, selon lui, une émanation de la première rendant compte des vicissitudes de certains groupes, en contact prolongé avec d'autres races auxquelles ils finissent par davantage ressembler.

[1] Encyclopédie Universalis

[2] Lapouge Georges Vacher de, Les Sélections sociales, 1896

Cette problématique raciale a été reprise par Ferdinand de Saussure[1], qui nommait «ethnisme» les groupes humains, de races différentes, que rapprochent des relations multiples de langue, de religion, de connaissance et de défense communes.
En revanche, un groupe ethnique n'est que rarement doté d'instances représentatives et son fonctionnement s'apparente par bien des cotés à celui de structures familiales de type clanique.
Le concept, avec ses ambiguïtés, a été adopté par beaucoup d'ethnologues, en particulier durant la période coloniale, pour identifier les races.
Pour cette raison, l'ethnie est en grande partie une création contemporaine liée à la colonisation. Il s'agissait alors de définir la nature des cadres sociaux qui s'offraient aux acteurs dans les anciennes civilisations et dans les sociétés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine précoloniales.
A travers les différentes définitions recensées, apparaissent un certain nombre de critères communs tels que : la langue, un espace, des coutumes, des valeurs, un nom, une même ascendance et la conscience qu'ont les acteurs sociaux d'appartenir à un même groupe.
La nuance essentielle avec la nation est d'une part la dimension du groupe concerné et d'autre part une dimension filiale exacerbée.

2.2.5 Le peuple

Au-dessus de la notion d'ethnie on trouve celle de peuple, qui se définit comme un « ensemble de personnes ayant une communauté sociale ou culturelle, sans pour autant vivre sur le même territoire ("le peuple juif") »[2]. Cependant, dans le langage commun, il est plus souvent fait appel à ce terme dans le sens d'un « ensemble d'hommes habitant sur un même territoire, régis par les mêmes lois et formant une nation »[3].
De même que pour l'ethnie, la dimension filiale voire raciale marque la différence avec la nation.
Cette acceptation nous amène maintenant à tenter de cerner ce qui semble indéfinissable, tant il existe de définitions.

[1] Linguiste suisse (1857-1913)

[2] Encyclopédie Universalis

[3] Dictionnaire Larousse

2.3 La nation et le nationalisme

Il existe de multiples définitions de ces termes. Dans les lignes qui suivent, nous allons évoquer les plus importantes d'entre elles et donner la définition qui servira de support à notre réponse à la question posée.

2.3.1 La nation

Rarement terme aura suscité autant de controverse. Le dictionnaire Larousse le définit comme une « grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte ».
Etymologiquement, la nation vient du latin « natio » qui évoque la naissance, la race, l'espèce.
Malheureusement, la Révolution française en a fourni un sens plus politique, et de fait, le concept est traditionnellement définit comme jeune et datant de cette époque.
Ainsi l'abbé Sieyès la définissait comme un : « corps d'associés vivant sous des lois communes et représentés par la même législature »[1]. C'était une vision réductrice au simple cadre institutionnel.
Sous la Révolution, mais aussi sous l'Empire, la Restauration ou la Monarchie de Juillet, la nation était très proche de la patrie.
Tout le XIX^{ème} siècle a été traversé par les questions portant sur la nation ou le principe de nationalité.
Deux thèses de référence vont s'y faire jour et s'affronter : la vision « politique » à la française et la vision « ethnoculturelle » à l'allemande.
Bien des théoriciens vont s'opposer mais on peut retenir les définitions de Ernest Renan[2], pour la vision politique, et celles de Herder[3] et Fichte[4] pour la vision allemande.
Cette dernière est née de l'opposition à l'universalisme des lumières et à la langue française qui était son véhicule dans les élites européennes.
Ainsi, comme le résume parfaitement Guy Hermet, « pour Herder et Fichte, ce n'est plus l'Etat qui incarne la nation ou qui doit refonder la société. C'est au contraire cette dernière qui possède seule la légitimité ultime et qui peut, ou non, se pourvoir d'Etat à sa guise.

[1] Sieyès E.J, Qu'est-ce que le tiers état ?

[2] Renan Ernest (1823-1892), écrivain français

[3] Herder Johann Gottfried (1744-1803), écrivain et philosophe allemand

[4] Fichte Johann Gottlieb (1762-1814), philosophe allemand

L'urgence consiste pour eux à affirmer la majesté de la nation-société, nullement à définir le régime de gouvernement de l'Etat-nation préfabriqué par les Français ».[1]

La vision de Herder plonge ses racines dans l'ethnie et la culture, prédisposant par avance l'individu à l'appartenance à une communauté nationale.

Elle a été à l'origine des unifications allemande et italienne qui se sont opérées par réaction contre une aliénation ressentie comme venant de l'étranger et dans une communion de langue et de culture.

La vision de Renan est issue du libre choix des individus.

Elle « est une âme, un principe spirituel […] le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. […] la nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a fait et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. »[2]

Pourtant, comme l'ont mis en évidence de nombreux historiens, ces deux conceptions ne sont pas si éloignées, surtout si l'on prête attention à l'évolution de la pensée des protagonistes. Malheureusement, on ne parle que de leur interprétation radicale alors que comme l'a résumé J.S Mill, « le sentiment de nationalité peut résulter de plusieurs cause. Parfois, il est l'effet de la race et de l'origine. La communauté de langage et de religion y contribue beaucoup […]. Cependant, aucune de ces circonstances n'est ni indispensable, ni suffisante ».[3]

Ainsi l'Alsace, de dialecte germanique, est allemande pour le premier principe (dit allemand ou romantique), mais elle est française selon le second, car ses habitants ont clairement manifesté leur volonté d'être français.

La nation n'est pas une réalité concrète, mais une idée. Comme nous l'avons vu, elle se distingue des formations sociales primaires telles que les clans, les tribus, les villages et les cités. Aucun des facteurs qui expliquent la formation de ces groupements, l'ethnie, le territoire, la religion, la langue, ne suffit à rendre compte de la réalité nationale. En admettant, ce qui est douteux, que l'on puisse identifier les caractères raciaux, on constate qu'ils ne se retrouvent pas dans les nations modernes. Et pas davantage celles-ci ne procèdent de l'identité

---

[1] Hermet Guy, Histoire des nations et du nationalisme en Europe

[2] Renan Ernest, "Qu'est-ce qu'une nation ?", Conférence prononcée à la Sorbonne, le 11 mars 1882

[3] Mill John Stuart, Considerations on representative Governement

de langue ou de religion. Il y a des nations plurilingues (Suisse) et il en est où plusieurs religions sont professées (Inde). Enfin, l'histoire nous fait connaître des nations qui furent (comme la nation juive) ou sont encore (comme la nation kurde) sans territoire propre.

Elle fait partie de cet univers politique, dont les éléments ne sont pas des données objectives, mais des représentations et des croyances. L'importance des symboles comme le drapeau, l'hymne national ou tout autre signe distinctif est à cet égard démonstratif.

L'adhésion aux représentations idéologiques et dogmes est imposée, au besoin par la menace et la contrainte (cf. la situation du pays basque actuellement). Leur non-observance est qualifiée de trahison.

Mais ce qu'il faut souligner, c'est que l'idée de nation s'enracine dans la « différence ». La cohésion n'est acquise que par opposition à tout ce qui est « étranger » ou considéré comme « différent ». La nation s'affirme avec d'autant plus d'intransigeance que son assise concrète est plus faible. Et comme le disait Renan, « l'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger »[1].

Une autre caractéristique des constructions nationales réside dans l'importance des élites pour théoriser, idéaliser cette différence et mettre en forme le message autour duquel le peuple devra se fédérer. Privé de son élite, un peuple ne pourra réaliser son affirmation nationale. A l'inverse, le drainage de toutes les élites permet de fédérer des peuples (à l'image du cas français) et d'éviter la division en donnant un souffle unificateur. L'importance d'une vision politique définissant le « ce que nous voulons être » est essentielle, voire indispensable au processus de construction nationale, et une élite intellectuelle est pour cela indispensable.

Que pouvait-il y avoir de commun entre un Basque, un Breton et un alsacien au siècle dernier ? Rien, ou pas grand chose. Une des grandes idées de la révolution et surtout de la 3ème République, est d'avoir su rassembler les élites et les peuples dans un idéal commun. Pour les premières, en les sortant de leur implantation locale pour les fédérer au niveau national et ainsi priver de tête toute velléité de sécession locale. Les grandes écoles (Polytechnique, …) et universités ont joué un rôle essentiel dans ce domaine. Pour les secondes, l'armée et les conflits ont eu un rôle équivalent, en particulier celui de la première guerre mondiale, en mélangeant des gens qui ne se connaissaient pas pour défendre un idéal commun et surtout pour survivre.

[1] Renan Ernest, "Qu'est-ce qu'une nation ?", Conférence prononcée à la Sorbonne, le 11 mars 1882

Il faut également relever une définition uniquement fondée sur les aspects économiques qui, bien que minoritaire a son importance dans le cadre de la construction européenne et pourrait bien être appelée à en prendre davantage au regard de l'importance prise par les aspects économiques dans les affaires du monde et les mentalités. Elle se fonde sur l'idée que « la division de l'humanité en nations autonomes est essentiellement économique »[1], les Etats-nations offrant de meilleures garanties de sécurité pour le commerce.

Il ressort de toutes ces définitions que la nation apparaît comme l'agrégat humain ultime qui ne se forme que lorsque l'avantage que les hommes retirent de cette mise en commun est plus grand que ce qu'ils auraient en ne s'associant pas. C'est donc plus sur une communauté d'intérêt que se fonde une nation.

La définition que nous retiendrons est ainsi assez proche de celle d'André Malraux, pour qui la nation était la vision d'un destin : « l'esprit, donne l'idée d'une nation ; mais ce qui fait sa force sentimentale, c'est la communauté de rêve »[2].

Ainsi, nous considérerons qu'une nation est un groupe humain ayant la conscience d'un devenir commun, tout en sachant que « les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront[3] ».

2.3.2 Le nationalisme

Il n'est guère de mot, dans le vocabulaire historique et politique plus chargé d'ambiguïté que celui de nationalisme.

Selon le dictionnaire, il s'agit d'une « doctrine politique considérant que l'intérêt national passe avant celui des particuliers qui composent la nation » ou d'une « doctrine politique qui affirme la souveraineté et la prédominance d'une nation ».

Le mot est d'origine britannique, « nationalism » où il est apparu dès 1715. En France, il n'apparaît qu'en 1798 dans un texte de l'abbé Barruel[4], pour désigner les excès du patriotisme jacobin. Son utilisation devient fréquente dès le début du XIX^{ème} siècle, mais garde des sens multiples. Il est tout à la fois un synonyme de chauvinisme, une revendication identitaire menant à l'indépendance polonaise et irlandaise, ainsi qu'une doctrine politique.

---

[1] Molinari, Dictionnaire d'économie politique

[2] Malraux André, La Tentation de l'Occident, 1926

[3] Renan Ernest, "Qu'est-ce qu'une nation ?", Conférence prononcée à la Sorbonne, le 11 mars 1882

[4] Barruel (1741-1820), jésuite auteur de Mémoire pour servir l'histoire du jacobinisme

Petit à petit, le principe selon lequel les Etats ne doivent plus relever d'une légitimité dynastique mais coïncider avec la nation va s'affiner et s'affirmer, constituant pour l'Europe une force centrifuge très importante.

En effet, le nationalisme élève la nation (sans véritablement comprendre ce que c'est) au rang de valeur suprême devant l'humanité, la religion et toute autre chose. Ce faisant, de conflits entre les Princes il a transformé les conflits en affrontement entre les peuples créant des fractures béantes au sein de l'Europe.

La thématique nationaliste repose sur plusieurs socles dont les plus importants sont le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les symboles et mythes nationaux, la pureté nationale par opposition à l'étranger ; jouant pour cela sur la différence et sur l'éducation en manipulant si besoin les réalités historiques.

Selon la quasi-totalité des études historiques ou sociologiques, le nationalisme est défini comme la volonté, souvent autoritaire, d'une collectivité de créer et de développer son propre Etat souverain. De plus en plus, ces collectivités se confondent avec des ethnies ou des races transformant le nationalisme en nationalisme ethnique.

Pour notre part, nous retiendrons la définition de E Gellner : « Le nationalisme est essentiellement un principe qui exige que l'unité politique et l'unité nationale se recouvrent »[1].

2.3.3 Conclusion partielle : la nation contre le nationalisme

Comme nous l'avons vu, la nation n'est pas un mythe mais c'est une « idée, un principe spirituel » qui a vocation à unifier des peuples. Elle ne recouvre pas de réalité ethnique ou raciale, alors que le nationalisme tend de plus en plus à diviser, séparer les peuples sur des bases ethniques ou raciales discutables. Les affrontements en ex-Yougoslavie en sont la plus parfaite illustration.

En cela, nous pouvons dire que la nation et le nationalisme procèdent de deux logiques opposées, l'une unificatrice et l'autre source de division et d'affrontements.

3 Rappels historiques des périodes unitaires de l'Europe.

L'UE est une partie de l'Europe et à ce titre voit son histoire étroitement liée à celle, riche et ponctuée de phases unitaires, de ce continent. En effet, l'histoire nous apprend que l'Europe,

[1] Gellner E., Nations and nationalism

ses pays et les peuples qui la composent n'ont pas toujours été tels qu'ils sont aujourd'hui. Les découpages et les répartitions ont évolué dans le temps, et avant de dire si un nouveau découpage peut voir le jour, il faut étudier le passé pour y regarder si ce nouveau visage n'a pas un air déjà connu. Il apparaît ainsi que ce continent a déjà vu des périodes de très forte unité. L'historien Jean Baptiste Duroselle[1] recense, quant à lui, neuf phases communautaires :

- la phase des mégalithes ;
- la phase des Celtes ;
- l'ère gréco-romaine ;
- la phase dite des Germains ;
- l'empire de Charlemagne ;
- la chrétienté occidentale ;
- la phase des cathédrales gothiques ;
- la renaissance
- la phase de la domination coloniale.

Pour ma part, en dehors des origines je retiendrai cinq phases qui méritent qu'on s'y attarde dans le cadre de cette étude :

- l'ère gréco-romaine ;
- l'empire de Charlemagne ;
- la chrétienté ;
- les lumières ;
- la révolution française et ses conséquences.

La dernière partie, constituant non pas une phase unitaire mais ce qui semble être la base de la division des populations européennes.

3.1 Les origines

3.1.1 Sémantiques

D'un point de vue sémantique, les origines du mot Europe sont assez nébuleuses.
Le mot apparaît en premier dans la langue grecque pour désigner, selon Hésiode (IX^{ème} ou VIII^{ème} siècle av.-JC) fille du roi Agenor de Phénicie (actuelle côte de Syrie-Liban-Palestine) dont Zeus serait tombé amoureux. Il l'aurait enlevé pour la ramener sur notre continent où elle lui aurait donné trois fils : Minos (qui créa le célèbre labyrinthe en Crète), Eaque et

[1] Duroselle Jean-Baptiste, L'Europe, histoire de ses peuples

Rhadamanthe qui furent juges aux enfers. Le frère de Europe, Cadmus, parti à sa recherche. Ce mythe serait à l'origine d'un certain nombre d'autres prenant pour thème l'enlèvement d'une fille grecque ou du « Levant » entraînant un conflit entre les deux parties. Le plus connu d'entre eux est la guerre de Troie narré par Homère.

La première apparition non plus en tant que femme mais en tant que nom géographique vient d'un poème contemporain d'Hésiode où l'auteur évoque « ceux qui vivent dans le riche Péloponnèse, et ceux de l'Europe et tous ceux des îles baignées par les vagues ». Le terme désigne alors le nord de la Grèce. Il prit ensuite une dimension plus grande puisque l'historien grec Hérodote nous dit que les Grecs « divisent la terre en trois parties, Europe, Asie, Libye[1] ».

Le passage de la mythologie à la géographie reste un mystère puisque même Hérodote y perd son grec lorsqu'il dit : « je ne peux retrouver les noms de ceux qui ont ainsi divisé le monde, ni où ils ont trouvé ces appellations. […] Le plus curieux, c'est que la tyrienne Europe était de naissance asiatique, et n'est jamais venue vers cette terre que maintenant les Grecs appellent Europe, mais seulement de Phénicie et Crète en Lycie.

D'autres hypothèses trouvent une explication étymologique venant des mots grecs « eurus », qui signifie large, et de « ops », qui signifie œil.

D'autres encore, pensent que l'origine des mots Europe et Asie est dans la langue akkadienne de Mésopotamie, le premier signifiant couchant et le second levant.

Comme nous venons de le voir, ce mot plutôt rare dans le langage de l'antiquité, prendra tout son sens au VIII^{ème} siècle en désignant l'unité chrétienne occidentale. Isidore le Jeune dit, à propos de la bataille de Poitiers : « Sortant le matin de leurs maisons, les Européens aperçoivent les tentes bien rangées des Arabes ».

C'est surtout sous le règne de Charlemagne que la notion politique va s'affirmer, puisqu'il y sera décrit comme « chef vénérable de l'Europe », « sommet de l'Europe », « roi, père de l'Europe ».

Que dire, sinon qu'on ne sait pas très bien d'où vient ce nom qualifié de « succession de hasards historiques »[2] par J.B Duroselle, et qu'il est l'image de ce continent dont on ne sait plus très bien où sont ses frontières.

[1] Aujourd'hui l'Afrique

[2] Duroselle Jean-Baptiste, L'Europe, histoire de ses peuples

3.1.2 Anthropologiques : du nomadisme à la territorialité

L'Europe est un continent aux limites peu marquées par rapport aux autres, en particulier pour ce qui concerne ses frontières avec l'Asie. De ce fait, son histoire, en particulier celle de ses peuples, est très fortement liée à celle de ce grand voisin. Ainsi, la plupart des historiens et anthropologues s'accordent pour dire que presque tous les peuples d'Europe sont d'origine indo-européenne, c'est à dire proviennent d'une même origine située aux environ de l'actuel Iran. Les Basques représentent une exception notable de ce principe, de même que les peuples, dont on ne sait rien ou presque, à l'origine des mégalithes[1] que l'on retrouve depuis la Scandinavie jusqu'au sud de l'Espagne.

La grande caractéristique des populations européennes, liée certainement à la richesse et la douceur de ce continent, réside dans leur aspect sédentaire, par opposition au nomadisme des asiatiques confrontés à des conditions de vie plus rigoureuses. Ainsi, l'histoire antique de l'Europe va constituer en une succession d'invasions en provenance de l'Est, dont les peuples, en quête de meilleures conditions de vie, vont non pas se détruire, mais se superposer les uns aux autres. C'est ce que constate Gérard Chaliand lorsqu'il dit : « ce qui par conséquent paraît caractériser l'histoire du continent eurasiatique, dans une perspective géopolitique fondée sur la durée, est non pas l'opposition entre puissance maritime et puissance continentale, mais l'opposition entre foyers sédentaires et irruptions nomades. »[2]

Ainsi, aux mystérieuses populations originelles, vont se superposer au cours des âges, d'autres venant principalement des steppes de l'Asie. La principale influence fut celle des Celtes qui, du VIII^{ème} au V^{ème} siècle[3], se sont répandus sur la quasi-totalité de l'Europe à l'exception notable de la Scandinavie. Si la Grèce est l'une de nos principales sources intellectuelles, pour nous européens les Celtes sont nos ancêtres presque partout, avant l'ère romaine.

3.2 L'empire romain et sa chute

L'influence de l'empire romain sur les nations et peuples d'Europe n'est pas à prouver. Par ses conquêtes et sa culture Rome a étendu son influence sur une grande partie de ce continent et même bien au-delà.

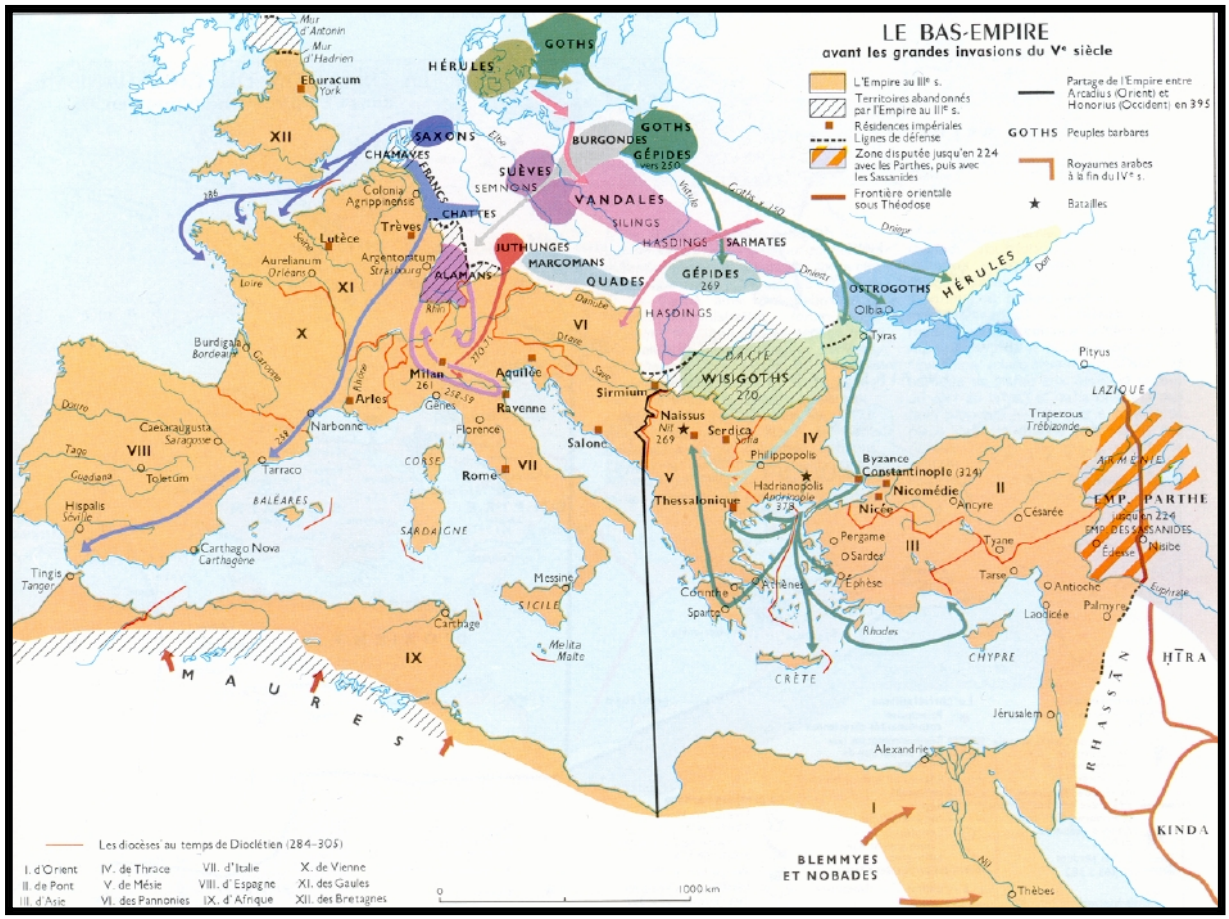
---

[1] Pierres levées, menhirs, cromlech et autres assemblages de pierres informes mises en place aux environs du quatrième millénaire avant JC.

[2] Chaliand Gérard, Anthologie mondiale de la stratégie

[3] Cela correspond à l'âge du fer

L'extraordinaire conquête des Romains a eu pour axe la Méditerranée, « mare nostrum », dont elle a atteint et dépassé tous les rivages dès le Ier siècle après J.-C. En revanche, elle ne s'est pas étendue à toute l'Europe, comme le montre la carte suivante.



Carte de l'extension de l'empire romain[1]

Selon le géographe Strabon[2], les Romains «tiennent presque toute l'Europe, excepté la partie qui se trouve au-delà de l'Ister [Danube] et les parties bordant l'Océan entre le Rhin et le Tanaïs [Don]». Il faut remarquer qu'il confond l'océan et la mer Baltique.

On constate, au travers des déclarations de Strabon et de la carte ci-dessus, que la plus grande partie de ce que nous appelons aujourd'hui l'Europe du nord a échappé à la conquête romaine. En effet, la Scandinavie, l'Allemagne du nord, l'Irlande, l'Ecosse, et tous les pays dits de l'Est, excepté la Roumanie, n'ont jamais connu le joug romain. Pour certains comme l'Angleterre une conquête tardive ne produira pas les mêmes effets qu'ailleurs. Nous verrons plus tard l'importance de ce constat, mais tout d'abord, il est particulièrement intéressant

[1] Source : atlas historique (George Duby), Edition Larousse

[2] Géographe grec (58 av.J.-C à environ 25 apr. J.-C)

d'étudier l'attitude des Romains vis à vis des populations conquises ainsi que certaines caractéristiques de cet empire.

Une des grandes forces des conquérants est d'avoir tenté l'assimilation. Ainsi, petit à petit, la citoyenneté romaine a été étendue aux régions conquises trouvant son aboutissement en 212 apr. J.-C avec l'édit de Caracalla qui conféra la citoyenneté à tous les hommes libres de l'Empire. Le deuxième volet de cette assimilation réside dans l'instruction, par la création d'écoles. Destinées en priorité aux élites de toutes provenances, elles avaient aussi pour objectif de permettre au plus grand nombre de savoir lire et écrire. Ce faisant, les romains ralliaient à leur cause les élites qui auraient pu structurer une résistance des régions conquises en leur inculquant l'amour de la patrie (Rome). La participation à l'armée et à la vie de la Cité venant parfaire cette intégration.

Une autre force de Rome était sans conteste son art de l'organisation.. Ainsi, Polybe[1] écrivait-il « la véritable cause de la supériorité romaine, c'est la constitution, l'ensemble des institutions du pays ». Nous devons à l'empire trois institutions permanentes : l'armée, l'administration et les impôts auxquels nous pouvons également ajouter le système politique basé sur des élections.

Enfin, le dernier pilier que nous relèveront est le droit. Les Romains ont été d'incomparables législateurs. Moins que les articles de droit eux-mêmes, c'est la structure et l'organisation de ce droit qui sont venues jusqu'à nous puisque tous les pays « latins » vivent encore aujourd'hui sous des droits dits romains. Seule l'Angleterre le remplacera par un droit coutumier ou « common law », phénomène qui s'explique par le fait qu'en raison de la faible durée de son occupation, ce pays n'a pas pu bénéficier de la même assimilation que les autres (France, Italie, Espagne, …). Il est à noter qu'il en est de même pour les langues, le français l'espagnol, le roumain le portugais et l'italien étant directement issus du latin alors que l'anglais est une langue saxonne qui a absorbé de nombreux mots latins.

On peut donc quasiment dire que ce sont les romains qui ont « civilisé » l'Europe.

L'effondrement de l'empire est tout aussi important que l'empire lui-même et mérite que l'on s'y arrête.

Il s'effondra en 476 sous les coups des « barbares ». Des royaumes, incertains et mouvants, s'établirent, Francs en Gaule du nord, Wisigoths en Aquitaine et en Espagne, Vandales en Afrique, Ostrogoths en Italie du Nord, etc…(la carte ci-dessus donne un aperçu des

[1] Historien grec (200 av. J.-C – 120 av. J –C) déporté en Italie comme otage durant 17 ans, années qui lui ont permis d'écrire son Histoire de Rome

mouvements qui se sont opérés). Il est essentiel de noter que cet empire ne s'est pas effondré sur lui-même du fait de ses divisions, mais qu'il a été incapable de faire face à une menace extérieure.

Les invasions qui eurent lieu à cette époque représentent le dernier grand brassage de population sur le territoire des pays de l'Union européenne. Elles représentent la dernière grande défaite des peuples sédentaires face aux nomades sur le continent. Certes, certaines parties de l'Europe seront confrontées aux invasions arabes et ottomanes mais à l'exception de l'Espagne et de la Grèce la majeure partie des pays de l'UE sera épargnée et surtout ne sera plus ni occupée ni colonisée par des peuples exogènes.

Ces invasions n'ont pas remplacé une population par une autre mais au contraire ont superposé des peuples d'origines diverses. Ainsi, en fonction des rapports numériques entre nouveaux arrivants et populations « indigènes », les caractéristiques des uns et des autres se sont plus ou moins altérées.

Ainsi s'explique la persistance de la langue latine dans certaines régions et son remplacement par des langues germaniques dans d'autres, comme le note Jean-Baptiste Duroselle[1] lorsqu'il dit « l'explication générale du phénomène langues latines - langues germaniques est liée à la densité réciproque des deux groupes ».

Il est particulièrement éloquent, à cet égard, de constater que les francs, d'origine germanique, ont donné naissance au nom France, à la langue néerlandaise et sont les ancêtres des Allemands de la rive droite du Rhin en même temps que d'une partie des Français. Ils seront à l'origine d'une des plus importante période communautaire de l'Europe : l'Empire de Charlemagne.

3.3 L'empire de charlemagne

Il ne s'agit pas ici de raconter l'histoire mythique de Charlemagne, mais plutôt de voir en quoi il a participé à la construction historique de l'Europe.

Né en 742 et monté sur le trône en 768, Charlemagne, « Karl der Grosse » en allemand, va durant trente années bâtir un des empires les plus marquant de l'histoire du vieux continent. Ainsi, en 799, le poète Angilbert[2] dit déjà de Charlemagne qu'il est le «chef vénérable de l'Europe», «roi, père de l'Europe» : «Charles, savant, modeste [...] maître du monde, bien

[1] Duroselle Jean-Baptiste, L'Europe, histoire de ses peuples

[2] ou Engilbert (745-814)

aimé du peuple [...] sommet de l'Europe [...] est en train de tracer les murs de la Rome nouvelle».

Couronné empereur en 800 par le pape, il règnera jusqu'à sa mort, en 814, sur un empire et ses « marches », marquant de son empreinte une grande partie de l'Europe. Comme l'a dit l'historien allemand Karl-Ferdinand Werner, « il est l'expression vivante de la réussite définitive d'une fusion entre les éléments romains, gaulois et germaniques de ce qui allait devenir l'Europe ».[1]

Carte de l'empire.

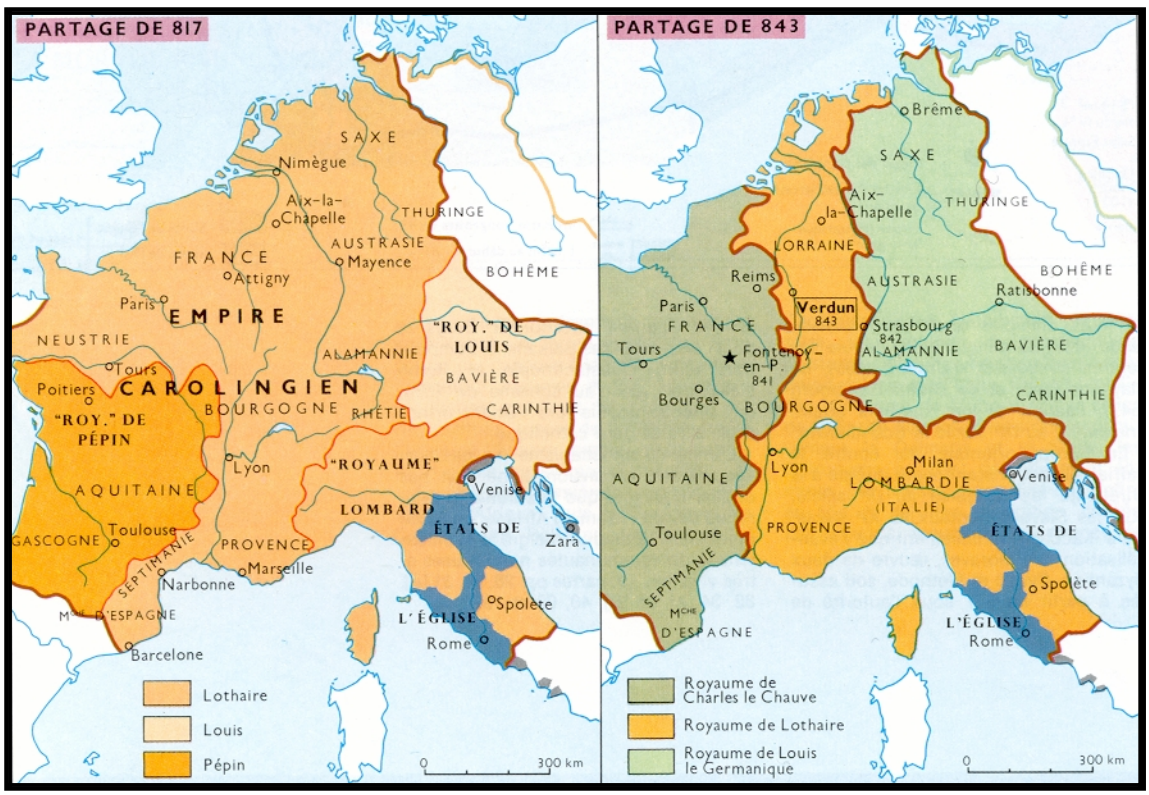
On constate aisément, que cet empire recoupe partiellement celui de Rome six siècles plus tôt. Il inclut les territoires germains à l'est du Rhin et au nord du Danube que les Romains n'avaient pu conquérir, mais ne comprend ni la péninsule ibérique, ni l'Angleterre, ni la Grèce où perdure l'empire romain d'orient.

[1] Citation extraite de l'Encyclopédie Universalis

A l'échelle de l'histoire, il faut malgré tout relativiser et reconnaître qu'en raison de son caractère éphémère, cet empire n'a pu réellement exercer d'influence unificatrice sur les populations.

En revanche, son influence mythique est inversement proportionnelle à sa durée. Plus que dans les faits, c'est dans l'imaginaire populaire, tant français qu'allemand, que se trouve la véritable force de cet empire. Il est un référentiel commun du couple franco-allemand, « moteur de l'Europe » dont chacune des nations se dit l'héritière. Et de fait elles le sont toutes deux, et pas plus l'une que l'autre.

Dans les faits, le partage de l'empire en 843 par le traité de Verdun est bien plus marquant par le découpage, et les rivalités qu'il va engendrer qui sont à l'origine de bien des conflits qui vont suivre. En particulier, entre le saint empire romain germanique dont les « Reich », successifs se réclameront et les royaumes de France ; chacun désirant reconstituer l'unité perdue sous sa tutelle.



Carte du partage de 843.

Toutefois, on ne peut ignorer la réputation de « Charlemagne, père de l'école ». Il a, en effet, rétabli et étendu le système éducatif romain, avec une différence notable : de laïc sous Rome, l'enseignement devient essentiellement catholique. C'est en effet dans la religion chrétienne qu'il faut chercher le principal ciment de l'empire, car il rassemble le « peuple chrétien » et c'est en son nom que les conquêtes sont réalisées.
Comme nous allons le voir, cette influence religieuse unificatrice est de la plus haute importance, et déborde largement, tant géographiquement que dans le temps, la cadre de l'empire de Charlemagne.

3.4 La Chrétienté

Comme le montre la carte suivante, le christianisme s'est diffusé progressivement d'est en ouest, dans un premier temps, puis du sud au nord dans un second et son expansion s'est répartie sur près de six cents ans.

Carte de l'expansion du christianisme.

Il ne faut pas sous estimer l'importance des persécutions dans la propagation de cette nouvelle religion en particulier dans l'empire romain. L'imaginaire chrétien, au travers du culte des saints, en est une parfaite illustration. Le martyr, pour des raisons du ressort de la psychologie humaine, est un levier extrêmement puissant du rayonnement, ce qui explique que toute cause cherche ses martyrs pour la pitié et le respect qu'ils inspirent.

Rome est devenue le siège de la chrétienté car c'est là que deux des principales figures messianiques de la religion, Pierre et Paul, vinrent s'installer.

A partir de 313, l'empereur Constantin va faire passer la religion chrétienne de persécutée à privilégiée et le christianisme devient religion d'Etat après le concile d'Arles convoqué par Constantin et non par le pape.

Lors de la chute de l'empire, on peut dire que le christianisme sera, notamment en Irlande, le refuge des acquis culturels romains et qu'il en sera le vecteur de transmission. Ainsi, les divisions administratives de la religion (notamment les diocèses) sont calquées sur celles de l'Empire, contribuant à nous en transmettre l'intérêt. Le centralisme sera aussi calqué sur celui de l'Empire, puisque à la différence de l'Empire romain d'orient (Byzance) qui compta jusqu'à quatre patriarches, l'église d'occident n'aura qu'une seule tête. Cette centralisation exercera son influence sur la vie politique même si, malgré les tentatives des papes pour cumuler pouvoir temporel et pouvoir spirituel, il y aura toujours une séparation entre les deux. Ici réside une différence fondamentale avec l'Islam dans lequel ces deux pouvoirs sont étroitement imbriqués.

Dès l'empire romain, et encore plus après son effondrement la religion chrétienne ne va cesser d'étendre son influence au travers de missionnaires qui vont « évangéliser » au-delà des frontières des différents empires.

Les missionnaires occidentaux ont joué un rôle d'une extrême importance dans l'élaboration profonde d'une communauté européenne, en répandant la foi de l'occident et l'obéissance

produisait (Espagne, Gaule franque, Italie du sud), une nouvelle solidarité. Dans le temps, il y a d'abord eu combat à l'Ouest pour stopper l'expansion Omeyyade (732-Poitiers)et effectuer la « reconquista », puis à l'Est, pour les croisades et pour stopper l'expansion ottomane.

L'expansion des Turcs ottomans aurait pu créer une vaste coalition européenne. Constantinople tombe en 1453, anéantissant ainsi le vieil Empire romain d'Orient. Dans la notion de croisade contre les Turcs, l'Europe s'est, à nouveau, assimilée à la Chrétienté. On trouve cette idée chez de nombreux intellectuels des environs du XV^{ème} siècle tel le poète portugais Camões[1], qui parle de la «pauvre Europe» combattant le «féroce Ottoman». L'écrivain espagnol Luis Vives[2] écrivait quant à lui : «Nous tenons, de Gadès à l'Ister[3], une zone qui s'étend entre les deux mers et qui est la très courageuse et très puissante Europe. Là, si nous nous unissions, nous ne serions pas seulement égaux à la Turquie, mais supérieurs à toute l'Asie». Toutes ces citations démontrent bien la conscience d'une possible unité ou construction européenne dès cette époque.

L'unité de l'Europe aurait pu se faire sous l'autorité du pape ou celle de l'empereur. Le conflit entre les deux aboutit au morcellement de l'Europe en états. Comme le note J-B. Duroselle[4], alors qu'au concile de Constance (1413-1418) il n'existait sur toute l'Europe que cinq nations[5] : l'Italienne (avec la Crète et Chypre), l'Anglaise , l'Allemande (avec l'Empire, les Pays-Bas, la Suisse, la Dalmatie, la Croatie, La Hongrie, la Bohême, la Pologne et la Scandinavie), l'hispanique (avec l'Espagne et la Portugal) et la Française, on parle aujourd'hui de nation pour chacun des états correspondants.

L'importance des pèlerinages est également de premier plan, tant pour les échanges qu'ils ont générés que par l'embryon de droit européen qu'ils ont engendré. En effet, tout au long du moyen âge le culte du pèlerinage, sera un vecteur formidable de brassage des cultures en obligeant des populations diverses à se côtoyer et à se découvrir. Pour protéger ces pèlerins, il existait un droit civil et canon international censé les soustraire à l'arbitraire et la violence. Quiconque ne respectait pas un pèlerin dans son voyage était excommunié et passible de

On doit également à la chrétienté les premières universités avec un brassage de leurs étudiants bien supérieur à ce qui se fait aujourd'hui. Les connaissances et découvertes profitaient à tous, indépendamment du pays d'origine.
De même, dans le domaine artistique, la diffusion de l'art roman sur l'ensemble de l'Europe montre la densité des échanges dus à la religion et l'unité ainsi formée.
Quoiqu'en aient dit certains courants de pensées anticléricaux, les valeurs chrétiennes sont, et restent, à la base de la pensée et des systèmes de valeurs occidentaux. Les conventions de Genève et les droits de l'homme sont directement inspirés de ces valeurs. Dès 390, la religion chrétienne fit abolir le droit de vie et de mort du père sur sa famille. Elle essaya de limiter les effets dévastateurs des guerres dès le concile de Narbonne en 1054 en instaurant « la paix de Dieu » qui demandait le respect des non combattants et « la trêve de Dieu » qui essayait de limiter les périodes de guerre. Elle essaya de mettre en place une vie plus humaine, contre l'esclavage, avec la chevalerie défendant la veuve et l'orphelin, …
On peut s'étonner de la modestie de ces règles, mais replacée dans leur contexte historique elles représentent des innovations avant-gardistes soucieuses avant tout de faire des évolutions et non des révolutions. Malheureusement, les excès de l'épiscopat, l'inquisition et son intolérance ont obéré aux yeux de l'histoire les acquis fondamentaux issus de cette religion et l'ont discréditée, amenant même sa scission entre plusieurs églises : anglicane, protestante et catholique.

3.5 Le siècle des lumières

La démarche des « lumières » est à cet égard bien proche de celle la chrétienté (les excès en moins) par ses cotés universalistes, pacifistes et cosmopolites et représente d'une certaine manière une laïcisation de la pensée chrétienne.
On peut dire qu'au XVIII^{ème} siècle, une identité européenne s'est affirmée sur les bases

Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, quoi qu'on en dise ; il n'y a plus que des Européens. »[1]

Ce cosmopolitisme résulte du constat répandu selon lequel, « les peuples d'Europe ont des principes d'humanité qui ne se trouvent point dans les autres parties du monde ; ils sont plus liés entre eux ; ils ont des lois qui leurs sont communes ; toutes les maisons des souverains sont alliées ; leurs sujets voyagent continuellement et entretiennent une liaison réciproque. »[2]

A l'image de William Penn[3], nombreux sont ceux qui ont proposé des systèmes supranationaux. Il préconisait la création d'une assemblée, « diète souveraine ou impériale, Parlement ou Etat de l'Europe » qui aurait joué le rôle d'arbitre et dont le non respect des arbitrages aurait entraîné l'intervention militaire de tous les autres états. L'objectif étant la « la paix perpétuelle », tout au moins à l'intérieur car à l'extérieur il s'agissait de faire face à l'Ottoman.

Tous ces projets restèrent autant de lettres mortes car ils ne concernaient qu'un certain monde intellectuel. Aucun dirigeant d'importance ne s'est véritablement rallié, autrement que par de belles déclarations de principes à l'image de Frédéric II de Prusse ou Catherine II de Russie, à ces principes ; et surtout jamais les peuples n'y ont été associés, étant en grande partie constitués d'illettrés.

Au demeurant, l'importance du phénomène réside dans l'analyse de l'époque selon laquelle il y avait plus de convergences que de divergences.

Malheureusement, la domination de la langue française et de la pensée française au sein de l'ensemble des cours européennes a été l'embryon des nationalismes qui ont explosé suite à la révolution française, au cours du XIX^{ème} siècle.

3.6 La révolution française : la naissance du nationalisme

On fait souvent débuter la Nation avec la révolution française, il semblerait plutôt que ce soit

Au contraire, les révolutionnaires et leurs partisans voulaient faire accéder tous les peuples à l'autodétermination. Toutefois, en promettant de « porter fraternité et secours à tous les peuples désireux de recouvrer leur liberté»[1] la France s'était lancée dans une guerre qui est devenue une guerre d'«expansion révolutionnaire ». Le nationalisme expansionniste et révolutionnaire de la France a non seulement abouti à la diffusion du principe des nationalités, mais a surtout attisé et développé les nationalismes nés au XVIII^{ème} siècle de la domination intellectuelle française.

Le grand drame de la révolution et de l'Empire qui en est la suite, est d'avoir changé la nature des conflits. Par le passé, il s'agissait le plus souvent de conflits résultants de luttes d'intérêts entre familles dirigeantes ou régnantes. La population n'en était que la victime à défaut d'en être le bétail. Les pays possédaient de « petites » armées qui s'affrontaient selon le bon vouloir des princes, faisant passer tel ou tel territoire d'un coté à l'autre de la frontière sans que la vie ne s'en trouve grandement modifiée pour ses habitants. Pour survivre, la révolution française va, dans sa fuite en avant, impliquer l'ensemble du peuple. Les armées des princes d'Europe n'étaient ni préparées ni de taille à faire face à un peuple en marche. Pour ce faire, les princes d'Europe vont donc avoir recours à la diabolisation de la France afin d'entraîner l'ensemble des peuples d'Europe dans une croisade contre ce pays. Ainsi, la mécanique infernale des nationalismes a été amorcée.

Ces nationalismes européens vont atteindre au XIX^{ème} siècle un retentissement qu'il est douteux qu'ils eussent obtenu autrement.

Par réaction contre la France, un repli identitaire va s'opérer dans la plupart des pays européens. Malgré tous les points communs que nous avons mis en exergue, ce sont les différences qui vont l'emporter et cristalliser des nationalismes qui ne feront que se renforcer au cours du siècle par la création d'Etats-nations dont l'affrontement mènera aux horreurs apocalyptiques des deux conflits mondiaux du XX^{ème} siècle.

déchirée dans le sillage de la révolution française, tout en rejetant dans l'ombre les deux mille années précédentes qui avaient jeté des bases communautaires solides.

Ainsi, Denis de Rougemont[1] présentait l'Europe comme une entité existant depuis des millénaires : « l'Europe est beaucoup plus ancienne que ses nations [...] L'Europe a exercé dès sa naissance une fonction non seulement universelle, mais de fait universalisante. Elle a fomenté le monde [...] L'Europe unie n'est pas un expédient moderne [...] mais c'est un idéal qu'approuvent depuis mille ans tous ses meilleurs esprits (Vingt-huit Siècles d'Europe) ».

Il est assez singulier de constater que nous sommes aujourd'hui dans une situation voisine de celles du siècle des lumières, avec une grande partie des élites européennes qui militent pour l'union (sans toujours savoir quelle union), marquant la sortie de la nuit des conflits nationalistes qui ont empoisonné les deux derniers siècles.

Pour ne pas, à nouveau, retomber dans l'obscurantisme des nationalismes qui démontrent leurs ravages dans les Balkans, il faut maintenant que les peuples partagent la vision de leurs élites. C'est là qu'est le nouveau défi de l'Europe.

4 Y a-t-il un sentiment national européen ?

C'est là une question fondamentale à un moment où la construction européenne traverse, de l'avis de tous, une crise. En effet, depuis le traité de Maastricht, et en attendant la mise en circulation de l'Euro, la construction européenne semble en panne et chercher un second souffle. Les hommes politiques hésitent devant la conduite à tenir, entre aller de l'avant sur le terrain politique ou faire une pause. Il semble évident qu'ils sont préoccupés par les attitudes de leurs populations envers cette construction. C'est un moment particulièrement important où l'opinion des peuples fera pencher la balance.

La construction européenne n'ira donc de l'avant que si les hommes politiques sont convaincus que c'est la volonté de leurs électeurs c'est à dire qu'il existe ou existera à court

pour le compte de la Direction générale de l'Education et de la Culture de la Commission européenne, chaque printemps et chaque automne.
Ils ont suivi les modifications qui sont intervenues dans la composition des pays de l'Union européenne au fur et à mesure de l'élargissement de l'UE.
Une même série de question est posée à des échantillons représentatifs de la population âgée de plus de quinze ans. Par pays, chaque échantillon comprend environ mille personnes, sauf au Luxembourg (600), au Royaume-Uni (1000 en Grande-Bretagne et 300 en Irlande du nord) et en Allemagne (2000 personnes dont 1000 en ex-RDA).
Les résultats de ces sondages sont ensuite pondérés par pays en fonction des régions, des sexes, des âges et des localités.
Dans certains cas, des sondages plus spécifiques sont réalisés, par exemple en ciblant certaines catégories de population comme les femmes ou les jeunes.
Les résultats complets de ces sondages sont accessibles sur le site Internet de l'UE à l'adresse http://europa.eu.int/comm/dg10/epo/
A titre indicatif les versions allégées des sondages EB53 et EB54 sont présentées en annexe.

4.2 Analyse et commentaires des données

4.2.1 Opinions sur l'appartenance l'UE

Comme le montrent les résultats depuis 1973, environ 80 % des européens se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent. Il existe cependant de grandes disparités entre les pays puisque ce chiffre va de 59% pour la Grèce à 95 % pour le Danemark.
Il faut donc retenir que les Européens estiment très largement avoir de bonnes conditions de vie, en notant toutefois une tendance à la baisse.
Reste à savoir s'ils imputent ce bien-être à l'UE ou non ?

Ce tableau de relative satisfaction est confortée par le fait que 43% des européens ont une bonne image de l'UE contre 18% qui en ont une mauvaise.
Si l'impression générale est bonne, il faut toutefois regarder le détail pour voir apparaître de fortes nuances. Ainsi, pour chacune des questions relevant de ce thème de la satisfaction de l'UE, il est singulier de constater que les pays les plus eurosceptiques sont toujours les mêmes : UK, Suède, Autriche, Finlande. D'une manière plus globale, ce sont en général les pays nordiques qui se sentent le moins satisfaits de l'UE et qui pensent en avoir profité le moins. Il ne s'agit pas ici de dire si ce sentiment est fondé ou non, mais on peut tout de même faire un curieux rapprochement avec le passé historique communautaire de ces pays. Ce sont en effet ceux qui ont le moins d'histoire communautaire qui se semblent se sentir le moins à l'aise dans une structure telle que l'UE.

4.2.2 Opinions sur les institutions et le fonctionnement de l'UE

Comme le montrent les réponses aux questions traitant de ces sujets, une très grande majorité de personnes (près de 60%) pense que les institutions européennes (commission, parlement, cour de justice, …) jouent un rôle important. Selon l'organisme considéré la proportion est variable, de 76% pour le parlement à 33% pour le comité des régions.
De même, la confiance qui est accordée à ces organismes varie de manière importante en fonction des cas. Il semble que les plus connus (parlement, commission, BCE, cour de justice) inspirent plus confiance que les autres. Toutefois, le score global de confiance n'est que de 38%, ce qui n'est pas très bon. Il semble que les institutions ont du mal à se relever de la crise provoquée par les scandales et la démission de la commission Santer.
Ces sondages confirment le sentiment général, relayé par les médias, de méfiance envers les structures de l'UE tout en ayant particulièrement conscience de leur importance.
Là encore, ce sont les pays nordiques qui se retrouvent parmi les eurosceptiques, avec une

Il faut relever le faible nombre de personnes qui se sentent exclusivement européens puisqu'il ne dépasse jamais 10% (Luxembourg) et que la moyenne sur l'UE est stable vers 4%.
Les pays les plus « nationalistes » sont une fois de plus les pays de l'Europe du nord.
D'une manière générale, il apparaît assez clairement que le sentiment d'identité nationale reste présent et donc que les institutions européennes doivent prendre en compte le respect de ces identités. D'ailleurs les personnes interrogées sont plus satisfaites du fonctionnement démocratique de leur pays que de celui des instances communautaires.
Toutefois, il est des domaines dans lesquels l'ensemble des habitants de l'Europe semble prêt à des abandons de souveraineté. Il s'agit de la politique de relation extérieure à l'UE pour 65% d'entre eux et d'une politique de sécurité commune pour 73%.
D'une manière logique, nous constatons donc que les pays les plus eurosceptiques sont également les plus nationalistes et les moins prêts à des abandons de souveraineté.

4.2.4 Opinions sur l'avenir

Environ 41% des personnes interrogées pensent que leurs conditions de vie vont aller en s'améliorant contre 9% qui pensent le contraire.
En parallèle, environ 57% pensent que l'UE jouera dans 5 ans un rôle plus important que maintenant Y a-t-il un lien dans l'esprit des gens entre l'amélioration des conditions et la montée en puissance de l'UE ? Environ 44% souhaitent lui voir jouer un rôle plus important, 27% le même rôle et 15% un rôle moindre. En particulier, en ce qui concerne le rôle que l'opinion publique voudrait que le Parlement européen joue, nous constatons que 43% des citoyens européens veulent qu'il joue un rôle plus important alors que 23% sont satisfaits de son rôle actuel et seulement 11% voudraient qu'il joue un rôle moins important.
On peut donc en déduire que d'une certaine manière, les Européens associent une amélioration de leurs conditions de vie avec la montée en puissance des instances

« nationaux » relevant de la culture, de l'éducation et de la protection sociale qui sont des caractères de la nation ce qui confirme ce que nous constations précédemment, à savoir que la construction de l'Europe ne constitue en aucun cas à un renoncement à son identité nationale.
Si l'élargissement est soutenu par environ 44% des gens, il ne constitue une priorité que pour 27%, soit une minorité. La lutte contre le chômage ou la criminalité recueillent beaucoup plus d'intérêt. En revanche, dans ce cadre, le plus grand nombre soutien le vote à la majorité (contre le vote à l'unanimité), ainsi que la possibilité de création de groupes de pays désirant aller plus vite dans l'intégration européenne.
Dans ce contexte apparaît une certitude : le soutien massif de 70% des citoyens à la rédaction d'une constitution européenne regroupant l'ensemble des traités. Il y a donc une véritable volonté de clarification et, pourrait-on dire, « peut-être plus si affinité ».

4.3 Conclusion partielle

D'une manière générale, on peut dire que les citoyens européens apportent leur soutien à la construction européenne car ils s'en trouvent satisfaits. Cependant, ils souhaitent une simplification des procédures et un fonctionnement plus démocratique des institutions. Comme le dit l'ancien Chancelier allemand Helmut Schmidt , « l'Union souffre de son manque de légitimité démocratique et de contrôle démocratique. D'un coté, les réformes urgentes traînent en longueur ou sont renvoyées à plus tard, alors que, de l'autre, certains hommes politiques poursuivent avec impétuosité l'élargissement »[1].
Dans leur ensemble, on peut même dire qu'ils sont demandeurs de plus d'Europe, mais pas dans tous les domaines, car l'appartenance à une identité nationale reste très présente.
On ne peut s'empêcher de noter que les pays ayant l'histoire communautaire la plus faible (pays scandinaves et Royaume-Uni), sont ceux qui sont le plus en retrait de la construction européenne. S'il en fallait une, c'est là une preuve de la nécessité d'un passé commun

d’un coté ou de l’autre. C’est donc principalement eux qui doivent être conquis pour assurer l’avenir de la construction européenne.
Pour autant, le constat précédent ne permet pas d’affirmer qu’il existe un sentiment national au sein de l’UE. Il y a une certaine satisfaction à vivre dans la structure communautaire mais les sentiments nationaux sont toujours vivaces et prennent le pas sur un sentiment européen. Il y a pourtant des éléments positifs car aucun membre de l’Union n’envisage son avenir en dehors de celle-ci. Il nous reste maintenant à voir à quelles conditions ce sentiment pourrait naître.

5 Peut-il y avoir un sentiment national européen ?

Comme nous venons de le voir, il n’y a pas véritablement de sentiment national européen bien qu’un fort désir de vivre ensemble existe. Il reste cependant teinté de méfiance mutuelle et on ne peut pas dire qu’il existe une véritable conscience d’un devenir commun, particulièrement chez les personnes les moins instruites qui représentent encore la majorité des citoyens. D’autant plus que les institutions apparaissent un peu trop technocratiques et manquant de légitimité pour qu’ils aient confiance et accepte de lui abandonner des pans importants d’indépendance nationale. Dans les lignes qui suivent, nous allons voir si les conditions de la création d’une véritable nation européenne existent et si une telle entité peut voir le jour.

5.1 Les ferments

Sans revenir sur ce qui vient d’être établi, nous pouvons dire qu’au travers de l’histoire et de la construction européenne se sont crées des ferments nécessaires à l’existence d’une véritable nation.
Même si le passé historique commun est plus ou moins important, il existe à des degrés divers et permet aux ressortissants de l’UE de s’affirmer comme européens lorsqu’ils sont face au

différences que cela. Dans bien des endroits, on prend même conscience qu'on a peut-être plus en commun avec le voisin de l'autre coté de la frontière qu'avec son compatriote de l'autre bout du pays. Ainsi, les Catalans français se sentent sans aucun doute plus proche des Catalans espagnols que des Alsaciens.

Pourtant, comme le constate Guy Hermet à propos des valeurs communes à l'Europe de l'ouest et même centrale, « l'ennui est que bien peu a été accompli pour tirer parti de ce fonds partagé. L'appareil de l'intégration européenne est demeuré avant tout juridique, au point qu'au lieu d'unir les Européens, il les divise[1] ».

5.2 Les freins

S'il existe de nombreux points communs, il y a également de nombreux freins potentiels.

L'histoire est la source de nombreux ferments communautaires, mais elle l'est également pour de nombreux facteurs de tension et de division.

Les affrontements meurtriers qui ont ensanglanté l'Europe depuis des siècles ne peuvent qu'avoir laissé des traces. Comme le dit si justement Helmut Schmidt, « il y a surtout une mémoire historique conflictuelle qui pèse sur les rapports entre les différentes nations, une conscience historique discordante, puisque presque tous les peuples des Etats partenaires de l'Union européenne, actuels ou futurs ont été en guerre avec chacun de leurs voisins. »

Pourtant, l'UE est la fille des horreurs de la deuxième guerre mondiale, qui, comme son nom l'indique, faisait suite à la première à peine vingt ans auparavant. La peur de connaître à nouveau un tel conflit a permis de surmonter les différences pour, à défaut de pouvoir détruire l'autre, s'associer, seul moyen de vivre. Il est donc possible de passer outre les préjugés, plus ou moins basés sur des vérités historiques.

Issue de l'histoire, et de la vision ethnoculturelle de la nation, la préservation des cultures nationales peut freiner l'Union. La peur de la dilution des repères est un moteur puissant qu'il

et même modifier une culture qui sera alors totalement différente de ce qu'elle était auparavant »[1].

Bien évidemment, le principal frein est et reste langue. La problématique d'une langue de communication reste centrale dans ces sujets de construction supranationale. Il faut reconnaître que le débat langue véhiculaire - langue vernaculaire, n'a jamais vraiment eu lieu. Pourtant, depuis que les hommes ont formé des civilisations qui commercent entre elles, il a toujours été nécessaire de communiquer. Par la force des choses ou plutôt des fonctions, les gens apprenaient à parler d'autres langues que leur langue maternelle, qui, il faut bien le dire, variaient rapidement d'un lieu à l'autre. Il a fallu l'apparition de l'imprimerie[2] pour voir les langues vernaculaires codifiées, afin que les règles en changent plus de ville en ville. Pendant plus de mille ans, le latin a rempli les fonctions de langue véhiculaire, permettant la transmission du savoir et la communication.

Sous l'impulsion des thèses de Herder, les langues vernaculaires ont été élevées au rang de symbole de la nation. Pourtant, rien n'est plus faux.

Ainsi, au moment des unifications italienne et allemande seule une minorité de leur population s'exprimait dans leur langue nationale. En Italie seule 2,5 % de la population utilisait l'italien ![3]. Au moment de la révolution française 5% de la population était capable de parler le français et un siècle plus tard, sous la III^{ème} République, à peine 50% le pouvait. Pire encore, la Prusse, où l'on ne parle plus qu'allemand, parlait slave il y a quelques siècles. Les constructions nationales autour des langues vernaculaires relèvent souvent plus de la manipulation à des fins politiques que de réalités sociologiques.

Le danger du morcellement linguistique est aussi illustré par le récent accident ferroviaire en Belgique (au moins 8 morts) : un cheminot n'a pu faire couper à temps le courant pour éviter une collision parce qu'il était francophone et que son interlocuteur ne parlait que le flamand !

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de nation allemande mais comme Louis Dumont l'a remarqué, « le retard de l'unification politique de l'Allemagne l'a privée de l'expérience de la

Comme le constate Eric Hobsbawm, « il est donc clair que, sauf pour les dirigeants et les lettrés, la langue ne pouvait être retenue comme critère de formation d'une nation […] l'identification mystique de la nationalité à une sorte d'idée platonicienne de la langue existant au-delà et au-dessus de toutes ses variantes et versions imparfaites est beaucoup plus caractéristique de la construction idéologique des intellectuels nationalistes, dont Herder est le prophète, que des utilisateurs de base de l'idiome. C'est une conception littéraire et non existentielle.[1] »

Les langues nationales sont donc presque toujours des constructions semi-artificielles et parfois, comme l'hébreu moderne, pratiquement inventées ; bien souvent elles n'existent en tant que langue unifiée que depuis peu.

Cependant, l'inconscient populaire a retenu les thèses de Herder, et de nombreux mouvements indépendantistes ou régionalistes fondent leurs revendications sur la reconnaissance de leur langue vernaculaire. Ainsi, l'UE a adopté un texte pour la préservation et l'enseignement de ces langues. Si la reconnaissance des langues vernaculaires est une bonne chose pour la diversité culturelle et le respect des volontés locales, le pas, franchi par certains, est néfaste quant à leur reconnaître le statut de langue véhiculaire pour les relations avec l'administration. Comment faire l'Union si on n'est même pas capable de se comprendre ? D'autant plus que la plupart de ces langues ne comptent pas assez de vocabulaire pour décrire le monde d'aujourd'hui et que les langues véhiculaires d'aujourd'hui (allemand, français, espagnol, …) sont probablement les langues vernaculaires de demain.

Elles représentent donc des freins importants qu'il convient de démythifier dans l'esprit populaire, afin de le mettre en conformité avec la réalité où de plus en plus de personnes sont polyglottes sans pour autant perdre leur identité.

5.3 Les défis

mobilisation générale s'est étendue à toute l'Europe et il est probable que les sentiments nationaux se sont renforcés et affirmés dans ces circonstances.

Il ne pourra donc se créer une telle identité au niveau européen sans la présence d'une menace poussant à l'union. Une telle menace existe-t-elle ?

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater que l'Europe a devant elle de grandes incertitudes et comme l'évoque Helmut Schmidt, en cas d'échec de l'Union, « les états européens deviendraient des acteurs secondaires de la politiques mondiale- et peut-être même des victimes des conflits économiques, sociaux et politiques à l'échelle mondiale. »

Il y a donc menaces, quelles sont-elles ?

Comme nous venons de le voir elles sont mondiales et multiformes. Sur le plan économique, l'UE est la première puissance du monde, ce qui lui apporte son bien-être et le niveau de vie de sa population. Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et bien d'autres zones comme l'Extrême-Orient sont en forte croissance et rivalisent déjà, voire nous dépassent, avec nous sur les marchés internationaux. Dans le cadre des négociations de l'OMC, nous voyons poindre ces conflits d'intérêts, même avec nos alliés américains.

Comme le pensaient un certain nombre de spécialistes du siècle dernier (List, Mill, Cohn), l'avantage économique procuré par les Etats-nations de plus en plus gros est une des motivations de la création d'un sentiment national. Au siècle dernier les échanges se multipliaient et la taille des Etats-nations correspond à la taille du marché de l'époque. Aujourd'hui, selon la même démarche, il est clair que la taille des Etats-nations ainsi crées n'est plus suffisante à l'ère de la mondialisation pour faire entendre de manière représentative la voix de leur population. Dans le sillage des Etats-Unis on assiste à des regroupements de plus en plus grand pour peser dans le monde d'aujourd'hui. C'est un des moteurs de la création européenne (s'unir pour exister) mais que les populations ne se sont pas encore approprié. Quand ce sera le cas, et on constate une accélération notamment chez les jeunes, la conscience de devenir commun se fera plus forte et l'idée de nation européenne ne sera plus aussi floue.

la monnaie unique entrera en circulation parachevant le succès de son lancement, il faudra bien donner une vision de l'avenir.

Tout le monde sent bien que celui-ci est maintenant sur le terrain politique car « une Europe du libre-échange devrait se contenter de subir les grandes décisions politiques à l'échelle mondiale »[1]. On parle de plus en plus de la réforme des institutions mais aucune vision ne se dégage. Au sommet de Nice en décembre 2000, l'ambition était grande mais finalement seules les conditions de l'élargissement ont été avalisées alors que nous avons vu dans les sondages qu'il ne s'agit pas d'une priorité des populations. Ainsi, le divorce entre des représentants politiques n'arrivant pas à donner un nouveau souffle à cette construction européenne, et les citoyens qui ont des attentes concrètes, dont celle d'un fonctionnement plus démocratique et plus représentatif des institutions, est en passe d'être consommé.

Il est clair qu'il existe un manque de courage politique pour affirmer et lancer un grand dessein, à l'image de celui que Jean Monnet et Robert Schuman avaient lancé, il y a presque un demi-siècle maintenant. Au carrefour du désir d'une constitution européenne et de la liberté laissée à certains Etats pour aller de l'avant, il y a la place pour un débat d'idées, prélude au lancement d'une véritable Europe politique. Car si tout le monde en est conscient, personne n'a le courage d'annoncer aux peuples d'Europe le lancement d'une intégration politique. Europe fédérale ou Europe des nations est un faux débat, il faut lancer le chantier, comme pour le terrain économique dans les années 50, et il se fera au fur et à mesure, au vu au su de tous et en prenant les avis de tout le monde. Pourquoi là où l'intégration économique a commencé à six pour s'élargir progressivement, faudrait-il que le projet politique concerne d'emblée les Quinze ? Comme le dit l'ancien Président de la République française Valéry Giscard d'Estaing, « on ne pourra pas éviter l'instauration d'un noyau interne de l'union, regroupant ceux des Etats qui partagent la volonté de se doter d'institutions fortes, capables de prendre des décisions efficaces et démocratiques[2] ».

En fait, le moment est propice, les attentes sont grandes, les possibilités existent, mais il

osmose. Les grandes échéances électorales françaises de l'année 2002, pourraient, si elles donnent une unité à la tête de la France, relancer le dialogue car « pour les prochaines décennies, le facteur déterminant sera toujours la collaboration entre Paris et Berlin[1] ».

Enfin, un des défis majeurs de l'ensemble de l'UE pour l'avenir sera le problème démographique. Ainsi que le détaille le rapport joint en annexe, l'UE représentait en 1993, 6,7% de la population mondiale, et en représentera à peine 4,7% en 2025. Il y a plusieurs conséquences à cela. La première est bien connue et occupe le devant de l'actualité au travers du financement de retraites, il s'agit du vieillissement de la population. Entre 1960 et 1995 l'âge médian est passé de 32 à 36 ans ; d'ici à 2025 il passera à 45 ans soit plus du double que dans la période précédente ! Il y aura donc à cet horizon plus de gens dépassant les 60 ans que de jeunes de moins de 20 ans. Derrière ces chiffres se cache un évident problème de dynamisme sans parler des problèmes de financements des retraites. Ce vieillissement s'explique par une diminution de la mortalité et donc une augmentation de la durée de vie, mais surtout par une très forte baisse de la natalité. A terme on pourrait même assister à une régression de la population, ce qui a fait dire à l'OCDE que ce continent avait besoin d'une immigration massive.

Avec 28% du PIB mondial, l'Europe des 15 occupe la première place à égalité avec l'ALENA[2].

Or, la puissance démographique a toujours été liée à la puissance économique d'un pays. Dans les siècles passés, d'où l'Europe tire sa richesse actuelle, son dynamisme démographique a fortement contribué à son essor économique en lui donnant les moyens de son expansion par une main d'œuvre nombreuse et peu chère. A tel point qu'il était même impératif que des européens émigrent. Ainsi, si l'Italie n'avait pas été un grand pays d'émigrants, elle serait peuplée d'environ 150 millions d'habitants soit plus du double de sa population actuelle.

Dans le même temps, les pays en voie de développement voient leur population décupler sur

Pour faire face à ces concurrents, les pays d'Europe n'auront d'autre choix que de s'associer. Demain les anciens géants démographiques comme l'Allemagne (80 millions d'habitants) ou la France (60 millions d'habitants) seront des nains, à coté de ces pays, alors qu'une Union européenne d'environ 400 millions d'habitants (estimation 2025) conservera toute sa légitimité. Pour continuer d'exister sur la scène internationale, il n'y aura pas d'autre choix que le regroupement pour faire face à l'adversité. Ce qui a été, et reste vrai, pour le secteur économique, le sera demain dans le domaine politique. Peut-on raisonnablement envisager que des pays comme la Corée (peut-être réunifiée), le Japon, l'Inde ou même le Brésil tolérerons encore dans 20 ans de voir un « ces petits Etats d'Europe » dicter leur loi au reste du monde ?

Pour relever ces défis, la mise en place d'une démocratie européenne devra être représentative car « la démocratie, en particulier à son éclosion, n'a de chances de se fortifier que si les citoyens qu'elle s'efforce de convaincre de sa légitimité croient se retrouver dans leurs dirigeants[1] ».

Les élites européennes devront donc être représentatives aux yeux de tous. Il est donc nécessaire de mettre en place les mécanismes de drainage des élites décrits au §2.2 pour que s'affirme un sentiment national au sein des populations européennes. Comme nous l'avons vu, il est pour cela nécessaire qu'elles prennent conscience de leur communauté de devenir qui est présent d'une certaine manière, car comme les sondages le démontrent, il existe bien un sentiment diffus, matérialisé par le fait que personne n'envisage l'avenir de son pays en dehors de l'UE.

Ainsi que l'avait compris la III^{ème} République de Jules Ferry, l'éducation est la clé de la création d'un sentiment national. Une nation se construit d'abord par le ralliement des élites à une idéologie car comme l'a théorisé Hroch[2], la conscience nationale se développe de façon

puisque c'est ainsi que les Romains avaient procédé dans les contrées conquises, comme nous l'avons vu au § 3.2.
Il appartient maintenant aux responsables politiques de mettre en place, en parallèle de la réforme des institutions, une telle démarche.

5.4 Les dangers.

Le principal danger auquel devra faire face l'UE à l'avenir réside dans l'affaiblissement voire l'explosion des Etats-nations. La mondialisation et la montée en puissance de l'Europe communautaire ont pour corollaire l'affaiblissement des Etats, en leur ôtant certaines de leurs prérogatives. Ainsi, 67% des textes votés par le parlement français ne sont que des transcriptions en droit français de textes élaborés et approuvés par l'Union européenne.
De plus, la montée en puissance des droits internationaux (droits de l'homme, droit européen, …) entame la liberté d'action des Etats.
Dans ce contexte, les revendications identitaires qui s'étaient tues depuis près d'un siècle sont en train de ressurgir. Ainsi voit-on la Corse, le pays basque ou bien l'Ecosse aspirer à de plus en plus d'autonomie voire à l'indépendance.
Pourquoi assiste-t-on à un tel phénomène alors que les processus de construction nationale du XIX^{ème} siècle avaient si bien fonctionné ?
Comme nous l'avons déjà établi les processus identitaires se construisent la plupart du temps contre quelque chose. Depuis un siècle chacun des Etats européens a toujours vécu sous une menace extérieure dont les deux guerres mondiales en ont été les manifestations les plus violentes. La guerre froide a fait perdurer la présence d'une menace majeure sur les nations européennes, entretenant ainsi la cohésion. Depuis dix ans il n'y a plus un tel danger, ou tout au moins les citoyens n'en perçoivent plus un aussi clairement qu'auparavant.
De plus, les phénomènes de mondialisation dont nous avons déjà parlé se sont accélérés.

Ce regain des « nationalismes régionaux » reflète avant tout le retard du politique et la difficulté à forger de nouvelles identités collectives associées à un vrai projet politique.
Comme le remarque Guy Hermet, ces « micronationalismes » prennent une ampleur et une tournure violente car leurs élites sont restées du coté du pouvoir central. En France, le cas de la Corse est éloquent dans ce sens, puisque malgré l'attachement de la majorité de la population, la voix des autonomistes se fait de plus en plus entendre au travers de leurs actions violentes, obtenant ainsi une écoute sans commune mesure avec ce qu'ils représentent.
Pourtant, l'émiettement, à l'heure de la mondialisation, n'est certainement pas un gage de puissance ni de stabilité. Cette vision « Wilsonienne » (qui s'oppose à celle de List, Mazzini et Mill) a conduit à un éclatement de l'Europe en 27 Etats après la première guerre mondiale. Si on regarde les études récentes des mouvements régionalistes dans la seule Europe de l'ouest on en dénombre 42 ! Il se trouvera toujours une minorité pour être en désaccord et recourir à la violence comme moyen d'expression. « Nul ne peut supposer qu'un breton ou un basque de la Navarre française n'a pas plus intérêt à être […] un membre de la nation française, accédant à égalité à tous les privilèges de la citoyenneté française […] qu'à faire cavalier seul sur ses propres rochers, reliques à demi sauvage des temps passés, tournant dans sa propre petite orbite mentale, sans participer ni s'intéresser au mouvement général du monde. La même remarque s'applique aux Gallois ou aux Ecossais des Highlands en tant que membres de la nation britannique »[1].
De plus, la plupart de ces mouvements sont à tendance ethnique ou culturelle. Ils se réclament le plus souvent d'une vision « herderienne » de la nation : une langue, un peuple une terre. Or, la réalité est toujours plus complexe, et rares sont les régions d'Europe dont les caractéristiques ethniques sont suffisamment pures pour que l'ensemble de la population se rallie à un modèle culturel unique et comme le disait Renan, « on confond la race avec la nation, et l'on attribue à des groupes ethnographiques ou plutôt linguistiques une souveraineté analogue à celle des peuples réellement existants »[2].

j'ai toujours craint que le principe des nationalités, substitué au doux et paternel symbole de la légitimité, ne fît dégénérer les luttes des peuples en extermination de races[1].

Ainsi, le principe des nationalités est légitime quand il tend à unir, en un tout compact, et illégitime quand il tend à diviser un Etat. Les mouvements nationaux doivent donc être des mouvements d'unification et non de séparatisme. « Au principe des nations on substitue celui de l'ethnographie. C'est là une très grande erreur, qui, si elle devenait dominante, perdrait la civilisation européenne. Autant le principe des nations est juste et légitime, autant celui du droit primordial des races est étroit et plein de danger pour le véritable progrès[2] ».

Seul le multiculturalisme des Etats permettrait de désamorcer la thématique nationaliste car il est « ce sacre de l'hétérogénéité, […]. Et plus ostensiblement, il solennise l'enfermement définitif sur elles-mêmes des minorités ethniques, religieuses ou même régionales déjà constituées, en attendant toutes les autres qui s'esquissent ou restent à inventer »[3].

Tout échec mettrait en danger la construction européenne sans laquelle il n'y a pas de véritable avenir.

Dans le même temps de meilleures formations et informations sur les processus communautaires permettraient de désamorcer les peurs des populations.

Le deuxième danger est issu du problème démographique dont nous avons parlé précédemment. Le niveau de richesse de l'Europe associé à la stagnation voire la diminution de sa population, quand dans le même temps la population du tiers monde explose, va engendrer des flux migratoires importants. D'une part l'Europe est dans un état de dépendance migratoire et d'autre part ces flux la déstabilise en modifiant sa composition ethnique.

Le danger provient de la dilution de la culture européenne, dont nous avons vu qu'elle était une réalité, par des cultures exogènes. En effet, si les flux migratoires sont trop importants, le mécanisme d'assimilation ne pourra plus jouer son rôle. Le risque est d'autant plus grand que

ghettos risquent de se constituer ; enfin, on voit mal comment l'Europe divisée et sur le déclin fera entendre sa voix dans le concert international »[1].

La guerre étant maintenant hors la loi, l'immigration sera la nouvelle forme de conquête par modification de la composition des populations locales. Les colonisations internes russes, israéliennes et autres sont là pour le prouver.

Pourtant, des flux migratoires importants ne sont pas l'unique solution au problème du vieillissement de la population puisque les sondages Eurobaromètres montrent que les couples souhaitent en moyenne 2,1 enfants (ce qui correspond à l'optimum de remplacement des générations) mais n'en ont que 1,4 car ils ne trouvent pas les circonstances adaptées pour réaliser leur souhait. Une fois de plus, c'est donc le manque de volonté politique qui est en cause pour favoriser la natalité.

De son aptitude à contrôler les flux migratoires et à favoriser la natalité, les pays de l'UE, feront ou ne feront pas face à ce danger. Dans les négative, il est craindre que jamais les Européens ne s'unissent pour continuer d'exister.

6 Conclusion

Les phénomènes de construction nationale sont donc extrêmement complexes. Il apparaît clairement que le terme de nation est un peu trop galvaudé et est souvent employé pour désigner les Etats ou les pays, ce qu'il n'est pas.

La réalité que recouvre ce concept est beaucoup plus complexe et multiforme. Multiforme, il l'est parce qu'il n'y a pas deux processus de construction nationale identiques. Complexe, il l'est également parce qu'il assemble des notions subjectives et objectives dans un subtil mélange adapté au cas par cas.

Il est donc très difficile de définir ce qu'est une nation. On peut retenir qu'un passé commun est préférable mais qu'un devenir commun est indispensable.

nations sont plus souvent la conséquence de l'établissement d'un Etat qu'elles n'en sont le fondement (ex les US et l'Australie »)[1].
Elle n'est donc pas éternelle et les nations peuvent se faire comme se défaire.
Pourtant, « l'identité nationale n'est pas un mythe. Mais, il y a un mythe de l'identité nationale. Ou plus exactement, il y a des mythes de l'identité nationale »[2]. Dans un langage syncrétique, on dira qu'elle est une âme.

L'Union européenne, crée pour assurer la paix en Europe sur des aspects économiques, arrive aujourd'hui à un carrefour de sa construction. Les Etats qui la composent doivent maintenant définir ce qu'elle doit devenir : rester une zone de libre échange ou bien devenir une puissance politique à la hauteur de sa puissance économique.
Les peuples d'Europe ont un passé commun beaucoup plus important qu'ils ne l'imaginent et surtout qu'on ne l'enseigne. Il y a bien sûr des nuances, en particulier du nord au sud, l'Europe du nord étant la moins riche dans ce domaine.
Dans l'inconscient populaire l'histoire est faite de nos affrontements et de nos divisions plus que de nos points communs. Pourtant, ceux qui parcourent le monde mesurent tout ce que nous avons de commun. En particulier, les deux derniers siècles en instrumentalisant les conflits d'intérêts ou de pays en affrontements entre nations, ont cristallisé les différences en occultant toute la richesse d'un passé commun.
C'est pourquoi bien que se sentant liés et désirant construire quelque chose en commun, les peuples d'Europe n'ont pas majoritairement un sentiment national dépassant le cadre de leur pays.
Pourtant, confrontés au phénomène de la mondialisation, ils n'ont pas d'autre choix que s'unir pour continuer d'exister au niveau actuel. A l'image des grandes compagnies qui ont réalisé ces dernières années une course à la taille pour rester concurrentielles, les Etats de l'UE ne peuvent faire moins s'ils veulent continuer à exister au plus haut niveau international. Une

Toutefois, l'Europe ne fera pas contre ses peuples mais avec eux, c'est pourquoi vouloir la faire sans vraiment le dire n'est pas une démarche raisonnable.

Les populations sont prêtes, comme le montrent la plupart des études, pour peu qu'elles puissent s'identifier dans la vision unitaire qu'on leur présente. Il appartient donc aux politiques des pays membres de mettre en place des instances moins technocratiques et plus représentatives tout en favorisant les échanges entre les peuples car c'est le meilleur moyen pour qu'ils prennent conscience que ce qui les unit est plus fort que ce qui les sépare. Le multiculturalisme est l'échappatoire aux irrédentismes régionaux dont il faut souligner l'incohérence puisque dans un contexte de mondialisation qu'ils ne renient pas (ils y puisent leurs forces), les mouvements autonomistes revendiquent un repli linguistique forcement néfaste aux échanges.

De même qu'il y en a eu un pour arriver à la situation actuelle, il faudra probablement un groupe de pays précurseurs, vraisemblablement celui des pays fondateurs avec un moteur franco-allemand qui devra redémarrer. Il y a urgence car l'élargissement en cours, accroît les difficultés en augmentant la diversité et les différences.

Tout est donc en place pour l'avènement d'une « nation européenne », en particulier chez les jeunes, pour peu qu'il y ait la volonté politique de la faire. Cette analyse ne faisant que confirmer ce que disait Aristide Briand il y a plus quatre-vingts ans :

« Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral ; ces peuples doivent avoir à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter leurs intérêts, de prendre des résolutions communes, d'établir entre eux un lien de solidarité, qui leur permette de faire face, au moment voulu, à des circonstances graves, si elles venaient à naître »[1].

Bibliographie

Sources primaires :

COMMISSION EUROPEENNE, Sondages Eurobaromètres

COMMISSION EUROPEENNE, La situation démographique dans l'Union européenne

Ouvrages :

BORDONOVE Georges, Charlemagne, collection les rois qui ont fait la France

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, La Russie inachevée

Dictionnaire encyclopédique Larousse

DIECKHOFF Alain, La nation dans tous ses Etats

DUBY Georges, Grands Atlas historique

DUROSELLE Jean-Baptiste, L'Europe, Histoire de ses peuples

Editions la découverte, L'état du monde 2000

Encyclopédie Universalis

GIRARDET Raoul, Nationalismes et nations

GOBRY Ivan, Charlemagne, Fondateur de l'Europe

HERMET Guy, Histoire des nations et du nationalisme en Europe

HERSANT yves et DURANT-BOGAERT Fabienne, Europes

HOBSBAWM Eric, Nations et nationalismes depuis 1780

IFRI, RAMSES 2000

KRULIC Brigitte, La nation, une idée moderne

SCHMIDT Helmut, L'Europe s'affirme

Articles :

COLOVIC Yvan, Le mythe de l'identité nationale, octobre 1997
DESTATTE Philippe, L'identité wallone
DIMITRAS Panayote Elias, L'intolérance des Etats-nations envers les minorités ethniques et religieuses
FERRO Marc, Conscience européenne, mythe ou réalité
GERVAIS Richard, Nationalisme sociopolitique
HUARD François-Xavier, Nationalisme
KOLBOOM Ingo, Nation et identité nationale
LATOUCHE Serge, Le fanatisme identitaire
MASSE Martin, Nationalismes et démocratie sont-ils compatibles
PREVELAKIS Georges, La notion de nation à l'Est et à l'Ouest
RENAN Ernest, Qu'est-ce qu'une nation ?, Conférence prononcée à la Sorbonne, le 11 mars 1882
ROBICHET Théo, Une mémoire peut en cacher une autre…
RUZIE David, Citoyenneté et nationalité dans l'Union européenne
SCHAPPNER Dominique, La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation
SERIOT Patrick, Langue et nation : une relation problématique
SEYMOUR Michel, Quelques questions sur la nation, un nationalisme non fondé sur l'ethnicité
TAYLOR Charles, De la nation culturelle à la nation politique
THIESSE Anne-Marie, La lente invention des identités nationales

Annexe 1

Principaux résultats des

Eurobaromètres 53 et 54

Annexe 2

La situation démographique dans l’Union européenne